

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/10470]

25 JANVIER 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, les articles 4, § 3, 10, § 3, 14, § 1^{er}, 16, § 3, et 17, § 3;

Vu le rapport du 15 décembre 2014 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 27 octobre 2017;

Vu l'absence d'avis de l'Association des Provinces wallonnes;

Vu l'avis 61.779/2/V du Conseil d'Etat, donné le 9 août 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie instruit les dossiers visés au décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, dénommé ci-après « le décret du 18 mai 2017 », et transmet au Gouvernement un rapport comportant les renseignements et éléments recueillis et contenant son avis.

Art. 2. Le rapport d'activité visé à l'article 14 du décret du 18 mai 2017 est établi sur base du modèle visé à l'annexe 1^{re}.

Art. 3. La déclaration d'enregistrement visée à l'article 15 du décret du 18 mai 2017 est établie conformément au modèle visé à l'annexe 2.

Art. 4. Délégation est accordée au directeur général de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie pour délivrer l'attestation d'enregistrement visée à l'article 17, § 2, du décret du 18 mai 2017 conformément au modèle visé à l'annexe 3.

Art. 5. La note spécifiant la nature des droits réels sur le bâtiment ou les bâtiments utilisés comme lieu de culte, visée à l'article 4, § 1^{er}, 9^o, et à l'article 10, § 1^{er}, 1^o, du décret du 18 mai 2017 est établie conformément au modèle visé à l'annexe 4.

Art. 6. La convention d'utilisation du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte, visée à l'article 4, § 1^{er}, 9^o, et à l'article 10, § 1^{er}, 1^o, du décret du 18 mai 2017 est établie conformément au modèle visé à l'annexe 5.

Art. 7. La note confirmant l'adéquation de la superficie du ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte au regard du nombre réel de membres de la communauté culturelle locale, visée à l'article 4, § 1^{er}, 10^o, du décret du 18 mai 2017 est établie conformément au modèle visé à l'annexe 6.

Art. 8. La note contenant une projection du nombre de membres de la communauté culturelle locale et, en cas d'insuffisance de la superficie du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte, au regard de la progression attendue de la communauté culturelle locale au cours des six prochaines années, les solutions envisagées pour y faire face, visée à l'article 4, § 1^{er}, 11^o, du décret du 18 mai 2017 est établie conformément au modèle visé à l'annexe 7.

Art. 9. La déclaration d'engagement au respect de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative, visée à l'article 4, § 1^{er}, 12^o, et à l'article 10, § 1^{er}, 6^o, du décret du 18 mai 2017 est établie conformément au modèle visé à l'annexe 8.

Art. 10. La déclaration sur l'honneur, visée à l'article 4, § 1^{er}, 13^o, et à l'article 10, § 1^{er}, 5^o, du décret du 18 mai 2017, est établie conformément au modèle visé à l'annexe 9.

Art. 11. Le ministre qui a les Pouvoirs subordonnés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Annexe 1. Rapport d'activités des établissements déchus

A. Nom de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus

B. Adresse du ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte

C. Composition des organes de gestion en ce compris le ministre du culte (nom, prénom et adresse)

D. Date de déchéance

E. Exercice de la mission publique dévolue à l'établissement

(Il convient de développer les activités qui rentrent dans le cadre de la mission légale que doit remplir l'établissement notamment en termes d'exercice du culte et de maintien de sa dignité, dans les lieux affectés à cet exercice, par le règlement des dépenses rendues nécessaires et la collecte des moyens pour y faire face.)

F. Respect des critères de reconnaissance

(Il convient d'indiquer en quoi l'établissement remplit les critères mentionnés ci-dessous, qui justifient qu'une communauté culturelle locale bénéficie du statut public)

- l'existence d'un lieu de culte conforme à l'usage auquel il est destiné et adapté à la taille de la communauté culturelle locale
- l'existence d'une structure juridique adaptée au statut public sollicité et répondant à des obligations légales
- l'absence de violation, par les membres des organes de gestion de l'établissement culturel dont le ou les ministres du culte, de la Constitution, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'ensemble des législations existantes, ainsi que la démonstration de leur capacité de gestion administrative et financière

Fait à, le,

(nom, prénom, fonction et signature de tous les membres de l'établissement)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018 pris en exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Annexe 2. Déclaration d'enregistrement

A. Nom de la communauté

B. Adresse du ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte

C. Structure juridique actuelle de la communauté

Oui, précisez : Non

D. Coordonnées du responsable de la communauté

Nom :	Prénoms :
Nationalité :	Numéro national :
Adresse :	
Téléphone :	GSM :
Courriel :	

E. Coordonnées du ministre du culte de la communauté

Nom :	Prénoms :
Nationalité :	Numéro national :
Adresse :	
Téléphone :	GSM :
Courriel :	

F. Nombre de personnes fréquentant le ou les bâtiments utilisés comme lieu de culte

Veillez à joindre les documents suivants :

- une copie du permis d'urbanisme du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte délivré spécifiquement dans le cadre de l'activité culturelle envisagée ;
- une copie des contrats d'assurances incendie et responsabilité civile du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte ;
- l'attestation du commandant des pompiers sur la conformité aux normes de sécurité en vigueur, du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte.

Fait à, le,

(signature)

(signature)

Le ministre du culte de la communauté

Le responsable de la communauté,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018 pris en exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Annexe 3. Attestation d'enregistrement

..... (nom, prénom et fonction),
agissant pour le compte du Gouvernement wallon

Déclare que la communauté (dénomination
complète) sise à
.....(adresse complète de la communauté)

A satisfait aux obligations de déclaration prévues aux articles 15 et 16 du décret relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

En conséquence de quoi :
La présente attestation d'enregistrement lui est délivrée.

Fait à, le,

(nom, prénom, fonction et signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018 pris en exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Annexe 4. Note spécifiant la nature des droits réels sur le ou les bâtiments de culte

Nom du futur établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus :

.....sis à

Par la présente, nous soussignés, membres de l'organe de gestion de l'établissement visé ci-dessus, attestons détenir des droits réels sur le bâtiment ou les bâtiments utilisés comme lieu de culte suivants :

Identification du ou des lieux de culte :

Adresse :

.....

Désignation cadastrale : division Section Numéro

.....

Superficie :

Ces droits réels résultent de¹ :

Une acquisition en pleine propriété

suivant acte dressé par le notaire en date du

..... transcrit au bureau de la Conservation des Hypothèques de

..... en date du, volume, numéro

Si ledit acte contient des clauses particulières, merci de les indiquer

.....

Une acquisition d'un droit d'usufruit

suivant acte dressé par le notaire en date du

..... transcrit au bureau de la Conservation des Hypothèques de

..... en date du, volume, numéro

Si ledit acte contient des clauses particulières, merci de les indiquer

.....

indiquez les clauses concernant l'entretien, les (grosses) réparations, etc.

.....

¹ Cochez le choix adéquat et complétez les pointillés avec les informations demandées

Une donation sans charge

suivant acte dressé par le notaire en date du
..... transcrit au bureau de la Conservation des Hypothèques de
..... en date du, volume, numéro

Si ledit acte contient des clauses particulières, merci de les indiquer

.....
.....
.....
.....

Une donation avec charges, à savoir :

.....
.....
.....

suivant acte dressé par le notaire en date du
..... transcrit au bureau de la Conservation des Hypothèques de
..... en date du, volume, numéro

Si ledit acte contient des clauses particulières, merci de les indiquer

.....
.....
.....
.....

Un bail emphytéotique d'une durée de ans

suivant acte dressé par le notaire en date du
..... transcrit au bureau de la Conservation des Hypothèques de
..... en date du, volume, numéro

Si ledit acte contient des clauses particulières, merci de les indiquer

.....
.....
.....
.....

Un droit de superficie d'une durée de ans

suivant acte dressé par le notaire en date du
..... transcrit au bureau de la Conservation des Hypothèques de
..... en date du, volume, numéro

Si ledit acte contient des clauses particulières, merci de les indiquer

.....
.....
.....
.....

Un droit d'usage d'une durée de ans

suivant acte dressé par le notaire en date du
..... transcrit au bureau de la Conservation des Hypothèques de
..... en date du, volume, numéro

Si ledit acte contient des clauses particulières, merci de les indiquer

.....
.....
.....
.....

Fait à, le,

(nom, prénom, fonction et signature de tous les membres de l'établissement)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018 pris en exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Annexe 5. Convention d'utilisation du bâtiment utilisé comme lieu de culte

Entre :

1)

Ici représenté(e) par ...
en sa qualité de ...

Ci-après dénommé(e) *«le propriétaire»* ;

Et :

2) La structure juridique de la communauté culturelle locale / l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus¹, dénommé : ...

Ici représenté(e) par ...
en sa qualité de

Ci-après dénommé(e) *«l'établissement culturel»*,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule.

Le permis d'urbanisme du bâtiment dont il est question ci-après a été délivré, spécifiquement dans le cadre de l'activité culturelle envisagée, en date du : .../.../...

Le propriétaire possède la pleine propriété du bien immeuble décrit ci-après depuis le/.../... suivant acte de ...². Ledit bien immeuble est quitte et libre de charges hypothécaires et de sûretés réelles.

Article 1^{er}. Le propriétaire laisse à l'établissement culturel l'usage gratuit, libre et intégral de l'immeuble/des parties de l'immeuble ci-après décrit(es), pour l'exercice du culte, dès la signature de l'arrêté de sa reconnaissance comme établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus, et durant toute la durée de l'affectation au culte dudit immeuble/desdites parties de l'immeuble.

L'immeuble affecté au culte est décrit comme suit à l'extrait de la matrice cadastrale délivré le/.../... :

*Sous commune de .../ ... Division, section ...numéro....
(nature de l'immeuble)...
(adresse)...
(superficie)...*

Ou³ :

Dans l'immeuble décrit comme suit à la matrice cadastrale délivrée le/.../... :

¹ Biffez la mention inutile

² Préciser l'origine de propriété

³ Biffez la mention inutile

*Sous commune de .../ ... Division, section ... Numéro....
(nature de l'immeuble)...
(adresse)...
(superficie)...*
les parties affectées au culte sont :...¹

Le plan des parties de l'immeuble affectées au culte est annexé aux présentes.

Le propriétaire s'engage à ne conférer à des tiers aucun autre droit réel ou personnel sur l'immeuble/les parties d'immeuble précité(es) durant toute la durée de la présente convention.

L'établissement cultuel ne peut céder les droits issus de la présente convention.

Article 2. L'immeuble/les parties d'immeubles ci-dessus décrit(es) est (sont) entièrement affecté(es) au culte par l'établissement cultuel.

Article 3. L'usage des parties de l'immeuble ci-dessus décrit non affectées au culte n'est pas régi par la présente convention.

Article 4. Le propriétaire n'intervient d'aucune manière dans l'aménagement cultuel de l'immeuble/des parties de l'immeuble visé(es) par la présente convention.

Article 5. Un état des lieux détaillé de l'immeuble/des parties de l'immeuble affecté(es) au culte, réalisé contradictoirement et à frais communs, est annexé à la présente convention.

Un état des lieux détaillé de l'immeuble/des parties de l'immeuble affecté au culte sera effectué, contradictoirement et à frais communs, au jour de l'arrêté ministériel de désaffectation du bâtiment ou des bâtiments ou des parties du bâtiment utilisés comme lieu de culte ou de retrait de la reconnaissance de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Lesdits états des lieux incluent des photos.

Article 6. Pendant la durée de l'affectation au culte de l'immeuble/des parties de l'immeuble précité, l'établissement cultuel prend en charge :

- son (leur) entretien ;
- les obligations en matière d'assurances et de sécurité ;
- les frais de l'utilisation de l'immeuble/des parties d'immeuble affecté(es) au culte : chauffage, eau, gaz, électricité, etc.
- tous impôts, taxes et contributions généralement quelconques afférents à l'utilisation de l'immeuble/des parties d'immeuble (au prorata).

Article 7. En cas de vente de l'immeuble, le propriétaire s'engage :

- à le vendre, par priorité, à l'établissement cultuel s'il est intéressé par l'acquisition ;
- à défaut d'acquisition par l'établissement cultuel, à faire respecter la présente convention par le nouveau propriétaire. Ce dernier sera subrogé dans tous les droits et obligations découlant de la présente convention. En cas de décès du nouveau propriétaire personne physique, ses

¹ Décrire le plus précisément possible les pièces concernées : situation dans l'immeuble, surface, aménagements, etc.

héritiers, ayants droit et ayants cause, seront tenus des droits et obligations de la présente convention.

Article 8. Pendant la durée de l'affectation au culte de l'immeuble/des parties de l'immeuble ci-dessus décrit(es), le propriétaire ne peut mettre fin à la présente convention pour quelque motif que ce soit.

L'établissement cultuel peut mettre fin à la présente convention moyennant préavis de trois mois adressé au propriétaire par voie postale et par recommandé.

La présente convention sera résiliée de plein droit dans les cas suivants :

- destruction totale ou partielle de l'immeuble/des parties de l'immeuble ci-dessus décrit(es) rendant impossible l'usage spécifique auquel il (elles) est (sont) destiné(es) ;
- désaffectation du lieu de culte par arrêté ministériel ;
- retrait de la reconnaissance de l'établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Article 9. Au terme de la présente convention, quel qu'en soit le motif, le propriétaire récupère l'immeuble/les parties d'immeubles ci-dessus décrit(es) avec les aménagements y réalisés pendant la durée de l'affectation au culte, moyennant le paiement du montant des investissements dûment prouvés par l'établissement cultuel, déduction faite de la vétusté calculée à dire d'expert(s) choisi(s) contradictoirement, dont les honoraires seront supportés par moitié par chacune des parties.

¹**Article 10.** En cas de décès du propriétaire, ses héritiers, ayants droit et ayants cause, seront tenus des droits et obligations de la présente convention.

Article 11. Les législations relatives aux baux (dispositions du Code civil et des lois particulières éventuelles) ne sont pas applicables à la présente convention.

Les dispositions de l'article 20.1 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 relatives au privilège du bailleur ne s'appliquent pas à la présente convention.

Article 12. Les parties considèrent que la nullité d'une clause de la présente convention n'entraîne pas automatiquement la nullité de ladite convention.

Article 13. Tout litige relatif à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention qui ne pourrait être résolu par voie amiable sera soumis exclusivement aux tribunaux de l'ordre judiciaire compétents *ratione loci* en fonction de la situation du lieu de culte ci-dessus décrit.

Fait à ... (commune) le (date)... en trois exemplaires. Chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire, le troisième exemplaire est destiné à l'enregistrement dont les frais sont supportés par l'établissement cultuel.

¹ Applicable uniquement si le propriétaire est une personne physique.

Le propriétaire :

L'établissement cultuel :

*Signature précédée de la mention manuscrite
« lu et approuvé »*

*Signature(s) précédée(s) de la mention
manuscrite « lu et approuvé »*

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018 pris en exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Annexe 6. Note relative à l'adéquation de la superficie du lieu de culte au regard du nombre réel de membres de la communauté culturelle locale

Nom du futur établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus :

.....sis à
.....

Par la présente, nous, membres de l'organe de gestion de l'établissement visé ci-dessus, confirmons l'adéquation de la superficie du bâtiment ou des bâtiments utilisés comme lieu de culte au regard du nombre réel de membres de la communauté culturelle locale.

Identification du ou des lieux de culte et superficie :

.....
.....

Nombre de membres de la communauté culturelle locale :

.....
.....

Fait à, le,

(nom, prénom, fonction et signature de tous les membres de l'établissement)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018 pris en exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

<p>Annexe 7. Note relative à l'évolution du nombre de membres de la communauté culturelle locale</p>

Nom du futur établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus :

.....sis à

Par la présente, nous, membres de l'organe de gestion de l'établissement visé ci-dessus, estimons la projection du nombre de membres de notre communauté culturelle locale au cours des six prochaines années à

Cette progression ne remet pas en cause l'adéquation de notre lieu de culte/Cette progression remet en cause l'adéquation de notre lieu de culte.¹

(En cas d'inadéquation, il convient d'indiquer les solutions envisagées pour y faire face, par exemple, par l'identification d'un autre lieu de culte plus adapté).

.....

Fait à, le,

(nom, prénom, fonction et signature de tous les membres de l'établissement)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018 pris en exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

¹ Biffez la mention inutile.

<p>Annexe 8. Déclaration d'engagement au respect de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative</p>
--

..... (nom et prénom), domicilié à
 (adresse complète),
 (précisez la fonction), membre de l'organe de gestion de l'établissement :
 (dénomination complète du futur
 établissement/de l'établissement¹ chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus) sise
 à
(adresse complète dudit établissement)

Déclare m'engager :
 au respect de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative,

en conséquence de quoi :
 il sera fait usage de la langue française dans tous les documents, courriers, délibérations et
 contacts administratifs, ainsi que lors de la tenue des réunions des organes de gestion de
 l'établissement visé ci-dessus.

Fait à, le,

(signature)

Le membre,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018 pris en
 exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des
 établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

¹ Biffez la mention inutile : futur établissement dans le cadre d'une demande de reconnaissance.
 Etablissement, lorsque la reconnaissance est déjà intervenue.

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Annexe 9. Déclaration sur l'honneur

..... (nom et prénom), domicilié à
.....(adresse complète),
(précisez la fonction), membre du futur organe de gestion de l'établissement :
.....(dénomination complète du futur
établissement chargé de la gestion du temporel des cultes reconnus) sise à
.....(adresse
complète dudit établissement)

Déclare m'engager à:

- a) respecter la Constitution, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'ensemble des législations existantes
- b) ne pas collaborer à des actes contraires à la Constitution, à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et aux législations existantes
- c) déployer les efforts nécessaires à ce que la communauté culturelle locale dont elles sont membres ne soit pas associée à des propos ou à des actes contraires à la Constitution et à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Fait à, le,

(signature)

Le membre,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2018 pris en exécution du décret du 18 mai 2017 relatif à la reconnaissance et aux obligations des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

Namur, le 25 janvier 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/10470]

25 JANUARI 2018. — Besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, inzonderheid op de artikelen 4, § 3, 10, § 3, 14, § 1, 16, § 3, en 17, § 3;

Gelet op het rapport van 15 december 2014 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 27 oktober 2017;

Gelet op het gebrek aan advies van de "Association des Provinces wallonnes";

Gelet op advies nr. 61.779/2/V van de Raad van State, gegeven op 9 augustus 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst behandelt de dossiers bedoeld in het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten, hierna "het decreet van 18 mei 2017" genoemd, en maakt een verslag omvattende de ingewonnen inlichtingen en elementen en zijn advies aan de Regering over.

Art. 2. Het in artikel 14 van het decreet van 18 mei 2017 bedoelde activiteitenverslag wordt opgemaakt op grond van het in bijlage 1 bedoelde model.

Art. 3. De registratie-aangifte bedoeld in artikel 15 van het decreet van 18 mei 2017 wordt opgemaakt overeenkomstig het in bijlage 2 bedoelde model.

Art. 4. Delegatie wordt toegekend aan de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst om het in artikel 17, § 2, van het decreet van 18 mei 2017 bedoelde registratie-attest overeenkomstig het in bijlage 3 bedoelde model te verlenen.

Art. 5. De in artikel 4, § 1, 9°, en in artikel 10, § 1, 1°, van het decreet van 18 mei 2017 bedoelde nota met vermelding van de aard van de zakelijke rechten op het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst, wordt overeenkomstig het in bijlage 4 bedoelde model opgemaakt.

Art. 6. De in artikel 4, § 1, 9°, en in artikel 10, § 1, 1°, van het decreet van 18 mei 2017 bedoelde overeenkomst betreffende het gebruik van het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst, wordt overeenkomstig het in bijlage 5 bedoelde model opgemaakt.

Art. 7. De in artikel 4, § 1, 10°, van het decreet van 18 mei 2017 bedoelde nota waarbij de afstemming van de oppervlakte van het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst op het werkelijke aantal leden van de plaatselijke geloofsgemeenschap wordt bevestigd, wordt overeenkomstig het in bijlage 6 bedoelde model opgemaakt.

Art. 8. De in artikel 4, § 1, 11°, van het decreet van 18 mei 2017 bedoelde nota met vermelding van een prognose van het aantal leden van de plaatselijke geloofsgemeenschap tijdens de zes volgende jaren en, in geval van onvoldoende oppervlakte van het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst ten aanzien van de verwachte toename van de plaatselijke geloofsgemeenschap, van de overwogen oplossingen om daaraan het hoofd te bieden, wordt overeenkomstig het in bijlage 7 bedoelde model opgemaakt.

Art. 9. De in artikel 4, § 1, 12°, en in artikel 10, § 1, 6°, van het decreet van 18 mei 2017 bedoelde verbintenisverklaring betreffende de naleving van de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken, wordt overeenkomstig het in bijlage 8 bedoelde model opgemaakt.

Art. 10. De in artikel 4, § 1, 13°, en in artikel 10, § 1, 5°, van het decreet van 18 mei 2017 bedoelde verklaring op erewoord wordt overeenkomstig het in bijlage 9 bedoelde model opgemaakt.

Art. 11. De Minister bevoegd voor ondergeschikte Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 januari 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

Bijlage 1. Activiteitenverslag van de vervallen verklaarde instellingen

A. Naam van de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten

B. Adres van het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst

C. Samenstelling van de beheersorganen met inbegrip van de bedienaar(s) van de eredienst (naam, voornaam en adres)

D. Vervaldatum

E. Uitoefening van de openbare opdracht die aan de instelling wordt toevertrouwd

(De activiteiten die kaderen binnen de wettelijke opdracht die de instelling moet vervullen in termen van uitoefening van de eredienst en van behoud van haar waardigheid, moeten in de voor die uitoefening bestemde plaatsen worden ontwikkeld door de noodzakelijk geworden uitgaven te betalen en door de middelen om ze te honoreren, in te zamelen.)

F. Naleving van de erkenningscriteria

(Er dient aangegeven te worden op welke punten de instelling de hierna vermelde criteria vervult, die rechtvaardigen dat een plaatselijke geloofsgemeenschap een openbaar statuut verwerft)

- het bestaan van een plaats van eredienst overeenstemmend met het gebruik waarvoor hij is bestemd en aangepast aan de omvang van de plaatselijke geloofsgemeenschap
- het bestaan van een juridische structuur die aan het aangevraagd openbaar statuut aangepast is en die aan wettelijke verplichtingen voldoet
- het gebrek aan schending, door de leden van de beheersorganen van de geloofsinstelling onder wie de bedienaar(s) van de eredienst, van de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het geheel van de bestaande wetgevingen evenals het bewijs van hun administratieve en financiële beheerscapaciteit.

Gedaan te, op

(naam, voornaam, functie en ondertekening van alle leden van de instelling)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018 ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten.

Namen, 25 januari 2018

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Bijlage 2. Registratie-aangifte
--

A. Naam van de gemeenschap

B. Adres van het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst

C. Huidige juridische structuur van de gemeenschap

Indien ja, gelieve nader te bepalen:

Nee

.....

D. Personalialia van de verantwoordelijke voor de gemeenschap

Naam:

Voornamen:

.....

.....

Nationaliteit:

Rijksregisternummer:

.....

.....

Adres :

.....

Telefoon:

GSM :

.....

E-mail:

.....

...

E. Personalialia van de bedienaar van de eredienst van de gemeenschap

Naam:

Voornamen:

.....

.....

Nationaliteit:

Rijksregisternummer:

.....

.....

Adres:

.....

Telefoon:

GSM :

.....

E-mail:

.....

F. Aantal personen die het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst bezoeken

Gelieve erover te waken dat volgende documenten bijgevoegd worden:

- een afschrift van de stedenbouwkundige vergunning van het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst, die specifiek in het kader van de overwogen geloofsactiviteit afgegeven wordt;
- een afschrift van de verzekeringspolissen inzake brand en burgerlijke aansprakelijkheid van het gebouw of van de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst;
- het attest van de commandant van de brandweerdienst waaruit blijkt dat het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst met de vigerende veiligheidsnormen overeenstemmen.

Gedaan te, op

(handtekening)

(handtekening)

De bedienaar van de eredienst van de
gemeenschap

De verantwoordelijke voor de gemeenschap

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018 ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten.

Namen, 25 januari 2018

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Bijlage 3. Registratie-attest

..... (naam, voornaam en functie),
handelend voor rekening van de Waalse Regering

Verklaart dat de gemeenschap..... (volledige
benaming) gelegen
te.....
.....(volledig adres van de gemeenschap)

De aangifteverplichtingen bedoeld in de artikelen 15 en 16 van het decreet betreffende de
erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporalieën
van de erkende erediensten heeft vervuld.

Als gevolg waarvan:
Dit registratie-attest hem wordt afgeleverd.

Gedaan te, op

(naam, voornaam, functie en handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018
ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen
van de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten.

Namen, 25 januari 2018

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Bijlage 4. Nota met vermelding van de aard van de zakelijke rechten op het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst

Naam van de toekomstige instelling belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten:

.....gelegen te

Wij ondergetekenden, leden van het beheersorgaan van hierboven vermelde instelling, bevestigen hierbij zakelijke rechten te bezitten op het volgende gebouw of gebouwen gebruikt als plaats van eredienst:

Identificatie van de plaats(en) van eredienst:

 Adres :

 Kadastrale omschrijving: afdeling Sectie.....
 Nummer.....
 Oppervlakte :

Die zakelijke rechten vloeien voort uit¹:

Een verwerving in volle eigendom

volgens akte opgemaakt door de notaris.....op.....
 overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder van
 op, volume, nummer

Indien bedoelde akte bijzondere clausules bevat, gelieve ze aan te geven

.....

Een verwerving van een recht van vruchtgebruik

volgens akte opgemaakt door de notaris.....op.....
 overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder van
 op, volume, nummer

Indien bedoelde akte bijzondere clausules bevat, gelieve ze aan te geven

.....

 De clausules betreffende het onderhoud, de (grote) herstellingen, enz. aangeven.

Een schenking zonder verplichting

¹ Aankruisen wat juist is en de stippellijnen invullen met de gevraagde informatie

volgens akte opgemaakt door de notaris.....op.....
..... overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder van
..... op, volume, nummer

Indien bedoelde akte bijzondere clausules bevat, gelieve ze aan te geven
.....
.....
.....
.....

Een schenking met verplichtingen, namelijk:
.....
.....
.....

volgens akte opgemaakt door de notaris.....op.....
..... overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder van
..... op, volume, nummer

Indien bedoelde akte bijzondere clausules bevat, gelieve ze aan te geven
.....
.....

Een erfpachtovereenkomst met een duur van.....jaar
volgens akte opgemaakt door de notaris.....op.....
..... overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder van
..... op, volume, nummer

Indien bedoelde akte bijzondere clausules bevat, gelieve ze aan te geven
.....
.....
.....
.....

Een opstalrecht met een duur van.....jaar
volgens akte opgemaakt door de notaris.....op.....
..... overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder van
..... op, volume, nummer

Indien bedoelde akte bijzondere clausules bevat, gelieve ze aan te geven
.....
.....
.....
.....

Een gebruiksrecht met een duur vanjaar

volgens akte opgemaakt door de notaris.....op.....
..... overgeschreven op het kantoor van de hypotheekbewaarder van
..... op, volume, nummer

Indien bedoelde akte bijzondere clausules bevat, gelieve ze aan te geven

.....
.....
.....
.....

Gedaan te, op

(naam, voornaam, functie en ondertekening van alle leden van de instelling)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018 ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten.

Namen, 25 januari 2018

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Bijlage 5. Overeenkomst betreffende het gebruik van het gebouw gebruikt als plaats van eredienst

Tussen:

1)

Hier vertegenwoordigd door...
in zijn hoedanigheid van...

Hierna, "*de eigenaar*" genoemd;

En:

2) De juridische structuur van de plaatselijke geloofsgemeenschap/de instelling die belast is met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten¹, genoemd: ...

Hier vertegenwoordigd door...
in haar hoedanigheid van...

Hierna, "*de geloofsinstelling*" genoemd;

Wordt overeengekomen wat volgt:

Ter inleiding.

De stedenbouwkundige vergunning van het gebouw, waarvan hierna sprake is, is specifiek in het kader van de overwogen geloofsactiviteit verleend op: .../.../...

De eigenaar beschikt over de volle eigendom van het hierna vermelde onroerend goed sinds .../.../... volgens akte van...². Bedoeld onroerend goed is vrij en onbelast van hypothecaire lasten en zakelijke zekerheden.

Artikel 1. De eigenaar biedt de geloofsinstelling het kosteloze, vrije en volledige gebruik van het hierna beschreven gebouw/de hierna beschreven gedeelten van het gebouw voor de uitoefening van de eredienst onmiddellijk vanaf de ondertekening van het besluit waarbij ze erkend wordt als instelling belast met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten, en tijdens de hele duur van de bestemming voor de eredienst van bedoeld gebouw/bedoelde gedeelten van het gebouw.

Het gebouw bestemd voor de eredienst wordt als volgt omschreven op het uittreksel van de kadastrale legger afgegeven op .../.../...:

Gemeente van.../... Afdeling, sectie..., nummer...

(aard van het gebouw)...

(adres)...

(oppervlakte)...

Of³:

¹ Schrappen wat niet past

² De eigendomsorsprong bepalen

³ Schrappen wat niet past

In het gebouw omschreven als volgt op de kadastrale legger afgegeven op .../.../...:

Gemeente van.../.. Afdeling, sectie.. Nummer.....

(aard van het gebouw)...

(adres)...

(oppervlakte)...

De gedeelten bestemd voor de eredienst zijn:..¹

Het plan van de voor de eredienst bestemde gedeelten van het gebouw wordt hierbij gevoegd.

De eigenaar verbindt zich ertoe aan derden geen ander zakelijk of personeel recht op het hierboven vermelde gebouw/de hierboven vermelde gedeelten van het gebouw toe te kennen tijdens de hele duur van deze overeenkomst.

De geloofsinstelling mag de uit deze overeenkomst voortvloeiende rechten niet afstaan.

Artikel 2. Het hierboven vermelde gebouw/de hierboven vermelde gedeelten van het gebouw wordt/worden door de geloofsinstelling volledig bestemd voor de eredienst.

Artikel 3. Het gebruik van de hierboven vermelde gedeelten van het gebouw die niet bestemd worden voor de eredienst, wordt bij deze overeenkomst geregeld.

Artikel 4. De eigenaar komt geenszins tussenbeide in de geloofsinrichting van het gebouw/de gedeelten van het gebouw betrokken bij deze overeenkomst.

Artikel 5. Een omstandige plaatsbeschrijving van het gebouw/de gedeelten van het gebouw bestemd voor de eredienst, die op tegenspraak en voor gemeenschappelijke rekening wordt opgemaakt, wordt bij deze overeenkomst gevoegd.

Een omstandige plaatsbeschrijving van het gebouw/de gedeelten van het gebouw bestemd voor de eredienst zal op tegenspraak en voor gemeenschappelijke rekening opgemaakt worden op de dag van het ministerieel besluit tot desaffectatie van het gebouw, van de gebouwen of van de gedeelten van het gebouw gebruikt als plaats van eredienst of tot intrekking van de erkenning van de instelling belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten.

Deze plaatsbeschrijvingen omvatten foto's .

Artikel 6. Tijdens de duur van bestemming voor de eredienst van het bovenvermelde gebouw/de bovenvermelde gedeelten van het gebouw neemt de geloofsinstelling voor haar rekening hetgeen volgt:

- zijn(hun) onderhoud;
- de verplichtingen inzake verzekeringen en zekerheid;
- de kosten van het gebruik van het voor de eredienst bestemde gebouw/gedeelten van het gebouw : verwarming, water, gas, elektriciteit, enz.

¹ De betrokken kamers zo precies mogelijk beschrijven: toestand van het gebouw, oppervlakte, inrichtingen, enz.

- alle allerhande belastingen, taksen en heffingen betreffende het gebruik van het gebouw/de gedeelten van het gebouw (verhoudingsgewijs).

Artikel 7. In geval van verkoop van het gebouw verbindt de eigenaar zich ertoe:

- bij voorkeur aan de geloofsinstelling te verkopen indien zij belanghebbende in de verwerving is;
- bij gebrek aan verwerving door de geloofsinstelling, deze overeenkomst te laten naleven door de nieuwe eigenaar. Laatstgenoemde treedt in alle rechten en verplichtingen uit deze overeenkomst. Bij overlijden van de nieuwe eigenaar, die een natuurlijke persoon is, zijn zijn erfgenamen, rechthebbenden en rechtsopvolgers gehouden tot de rechten en verplichtingen van deze overeenkomst.

Artikel 8. Tijdens de duur van de bestemming voor de eredienst van het bovenvermelde gebouw/de bovenvermelde gedeelten van het gebouw mag de eigenaar om welke reden ook deze overeenkomst niet beëindigen.

De geloofsinstelling kan deze overeenkomst beëindigen mits een opzegging van drie maanden die per post en bij aangetekend schrijven aan de eigenaar wordt gericht.

Deze overeenkomst wordt van rechtswege opgezegd in de volgende gevallen:

- volledige of gedeeltelijke vernieling van het hierboven vermelde/de hierboven vermelde gedeelten van het gebouw, waarbij het specifieke gebruik waarvoor het(ze) is(zijn) bestemd, onmogelijk wordt gemaakt;
- desaffectatie van de plaats van eredienst bij ministerieel besluit;
- intrekking van de erkenning van de instelling belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten.

Artikel 9. Aan het einde van deze overeenkomst krijgt de eigenaar, ongeacht de oorzaken daarvan, het hierboven vermelde/de hierboven vermelde gedeelten van het gebouw met de inrichtingen die erin zijn verricht tijdens de duur van de bestemming voor de eredienst terug, mits betaling van het bedrag van de door de geloofsinstelling behoorlijk bewezen investeringen, na aftrek van de slijtage berekend door een (meerdere) deskundige(n) gekozen op tegenspraak en wier erelonen door de helft van elke van de partij worden gedragen.

¹**Artikel 10.** Bij overlijden van de eigenaar zijn zijn erfgenamen, rechthebbenden en rechtsopvolgers gehouden tot de rechten en verplichtingen van deze overeenkomst.

Artikel 11. De wetgevingen betreffende de huurovereenkomsten (bepalingen van het Burgerlijk Wetboek en van de eventuele bijzondere wetten) zijn niet van toepassing op deze overeenkomst.

De bepalingen van artikel 20.1 van de hypotheekwet van 16 december 1851 betreffende het voorrecht van de huurder zijn niet van toepassing op deze overeenkomst.

Artikel 12. De partijen oordelen dat de nietigheid van een clause van deze overeenkomst de nietigheid van bedoelde overeenkomst niet automatisch als gevolg heeft.

¹ Allen van toepassing indien de eigenaar een natuurlijke persoon is.

Artikel 13. Elk geschil betreffende de interpretatie en de uitvoering van deze overeenkomst, dat niet minnelijk kan worden opgelost, zal uitsluitend aan de bevoegde rechtbanken van de rechterlijke orde *ratione loci* onderworpen worden naar gelang van de toestand van de hierboven vermelde plaats van eredienst.

Opgemaakt te....(gemeente) op....in drie exemplaren. Elke partij bevestigt ontvangst van een exemplaar; het derde exemplaar is bestemd voor de registratie waarvan de kosten door de geloofsinstelling worden gedragen.

De eigenaar:

De geloofsinstelling:

Handtekening (voorafgegaan door de vermelding “gelezen en goedgekeurd”)

Handtekening(en) (voorafgegaan door de vermelding “gelezen en goedgekeurd”)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018 ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporalieën van de erkende erediensten.

Namen, 25 januari 2018

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

Bijlage 6. Nota betreffende de afstemming van de oppervlakte van het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst op het werkelijke aantal leden van de plaatselijke geloofsgemeenschap

Naam van de toekomstige instelling belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten:

.....gelegen te

.....

Hierbij bevestigen wij, leden van het beheersorgaan van de hierboven bedoelde instelling, de afstemming van de oppervlakte van het gebouw of de gebouwen gebruikt als plaats van eredienst op het werkelijke aantal leden van de plaatselijke geloofsgemeenschap .

Identificatie van de plaats(en) van eredienst en oppervlakte:

.....

.....

Aantal leden van de plaatselijke geloofsgemeenschap:

.....

.....

Gedaan te, op

(naam, voornaam, functie en ondertekening van alle leden van de instelling)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018 ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten.

Namen, 25 januari 2018

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

<p>Bijlage 7. Nota betreffende de ontwikkeling van het aantal leden van de plaatselijke geloofsgemeenschap</p>

Naam van de toekomstige instelling belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten:

.....gelegen te

.....

Hierbij schatten wij, leden van het beheersorgaan van de hierboven bedoelde instelling, de prognose van het aantal leden van onze plaatselijke geloofsgemeenschap tijdens de zes volgende jaren op.....

Deze prognose trekt de afstemming van onze plaats van eredienst niet in twijfel./Deze prognose trekt de afstemming van onze plaats van eredienst in twijfel.¹

(In geval van ontoereikende afstemming, gelieve de overwogen oplossingen om daaraan het hoofd te bieden, aan te geven, bij voorbeeld, door de identificatie van een andere meer aangepaste plaats van eredienst).

.....

Gedaan te, op

(naam, voornaam, functie en ondertekening van alle leden van de instelling)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018 ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten.

Namen, 25 januari 2018

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

¹ Schrappen wat niet past.

<p>Bijlage 8. Verbintenisverklaring betreffende de naleving van de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken</p>

..... (naam en voornaam), woonachtig te
 (volledig adres)..... (gelieve
 de functie te bepalen), lid van het beheersorgaan van de instelling:
 (volledige benaming van de toekomstige
 instelling/van de instelling¹ belast met het beheer van de temporeliën van de erkende
 erediensten) gelegen te.....
(volledig adres van bedoelde instelling)

Verklaar mij ertoe te verbinden:
 de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken na te leven,

Als gevolg waarvan:
 gebruik zal worden gemaakt van de Franse taal in alle documenten, brieven, beraadslagingen
 en administratieve contacten alsook tijdens de vergaderingen van de beheersorganen van de
 hierboven vermelde instelling.

Gedaan te, op

(handtekening)

Het lid,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018
 ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen
 van de instellingen belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten.

Namen, 25 januari 2018

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

¹ Schrapen wat niet past: toekomstige instelling in het kader van een erkenningsaanvraag. Instelling wanneer de erkenning reeds is toegekend.

Bijlage 9. Verklaring op erewoord

..... (naam en voornaam), woonachtig te
(volledig adres), (gelieve
 de functie te bepalen), lid van het toekomstige beheersorgaan van de instelling:
(volledige benaming van de toekomstige instelling belast met het
 beheer van de temporaliën van de erkende erediensten) gelegen te.....
(volledig adres van bedoelde instelling)

Verklaar mij ertoe te verbinden:

- a) de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het geheel van de bestaande wetgevingen na te leven
- b) niet hun medewerking te verlenen aan handelingen strijdig met de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en het geheel van de bestaande wetgevingen na te leven
- c) de nodige inspanningen te leveren die nodig zijn opdat de plaatselijke geloofsgemeenschap, waarvan ze lid zijn, niet in verband zou worden gebracht met woorden of handelingen strijdig met de Grondwet, het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Gedaan te, op

(handtekening)

Het lid,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 januari 2018 ter uitvoering van het decreet van 18 mei 2017 betreffende de erkenning en de verplichtingen van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten.

Namen, 25 januari 2018

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE